

## LA FIN DE LA RÉVOLUTION PÉTRO-NÉO-CONSERVATRICE?

par Benoît Lambert

Adolescent, j'ai souvenir d'un voyage avec ma famille depuis le Canada vers un État de la Nouvelle-Angleterre pour y passer des vacances en bord de mer. Au moment où nous traversons la frontière, la radio annonça que le président des États-Unis nouvellement élu, Ronald Reagan, venait de congédier les fonctionnaires responsables du contrôle aérien, en grève depuis plusieurs semaines. Il les avait remplacés par l'armée! Je me souviens du malaise que provoqua cet événement, pourtant présenté comme le début d'une nouvelle ère. Symboliquement, Ronald Reagan fera également retirer les panneaux solaires installés par le président Jimmy Carter sur le toit de la Maison Blanche...

La vague pétro-néo-conservatrice, un mélange de préférence technoscientifique (le macro-système industriel basé sur les carburants fossiles) et de retour à des valeurs religieuses, déferlera sur les États-Unis durant 28 ans. Les années Clinton ne représentent qu'une parenthèse peu représentative de ces années dominées par le retour aux valeurs dites conservatrices. Il en résultera un affaiblissement des syndicats, la guerre contre le communisme par l'entremise de pays dits satellites comme le Nicaragua, le Salvador, le Guatemala, l'Angola, l'Éthiopie ou l'Afghanistan, et bien d'autres. Ces années ont également été marquées par un affaiblissement des mesures sociales dans ce pays et dans nombre de pays s'inspirant de son idéologie. Elles seront également marquées par une déréglementation des marchés financiers et par un endettement sans précédent des Américains – cinq fois plus qu'un Français. Aujourd'hui, le surendettement est devenu endémique. Jouant le rôle d'amplificateur, les *hedge funds*, ou fonds de couverture (fonds souvent utilisés pour la couverture d'autres fonds), deviennent des leviers pour les institutions financières. Le crédit à hauts risques sans réserves adéquates se banalise. Supposés réduire les risques, les *hedge funds* fragilisent dans les faits le système financier à un moment où il devient hyper interdépendant. Le monde financier s'éloigne de l'économie réelle, du moins le croit-il.

Puis l'illusion, en réalité une tromperie, éclata au grand jour. Ce que le financier Warren Buffett, du fonds Berkshire Hathaway, avait prophétisé s'est produit. N'avait-il pas déclaré: « Ces dérivés sont une arme de destruction massive de la finance »? Et la série ne date pas d'hier: la faillite du comté d'Orange, en Californie, victime d'investissements douteux date de 1994, l'année même où le courtier Nick Lesson mit en faillite la banque Barings. En 2000, ce sera le tour de Long Term Capital Management, puis viendront en rafales Bear Sterns (que le magazine *Fortune* qualifiait de « plus admirable société de valeurs mobilières »), Lehman Brothers, Merrill Lynch, les assureurs AIG, sans oublier dans le domaine de l'énergie Enron pour des raisons similaires et en France la Société Générale, qui, sans tomber en faillite, a perdu 5 milliards d'euros en 2008 du fait d'un courtier peu regardant sur les risques de ces fonds.

Annoncée par quelques-uns (tout de même), la réalité a éclaté: des gens payés sous le seuil de pauvreté ne peuvent pas posséder des villas spacieuses, partir sans cesse en vacances, consommer de l'électroménager par camions entiers et posséder toute une écurie de voitures. En réalité, les salaires doivent être impérativement ajustés au crédit, faute de quoi la méthode atteint ses limites. Outre l'âpreté au gain de certains financiers qui trouvaient largement leur compte dans de généreuses commissions (la *greedy attitude*), les historiens pourraient bien souligner des éléments accélérateurs de la débâcle historique des marchés financiers: les changements climatiques et l'énergie. Combien de tempêtes les compagnies d'assurances peuvent-elles encaisser? Le prix en augmentation du chauffage ou de la climatisation, puis des aliments en raison du prix des engrais (dont certains ont doublé), enfin des transports, font prendre l'ascenseur à l'indice des prix à la consommation. Il y a des limites. Et des solutions: réduction de la dépendance de nos économies au pétrole, développement des nouvelles énergies renouvelables, instauration d'une agriculture moins dépendante de la chimie de synthèse et plus grande de proximité.

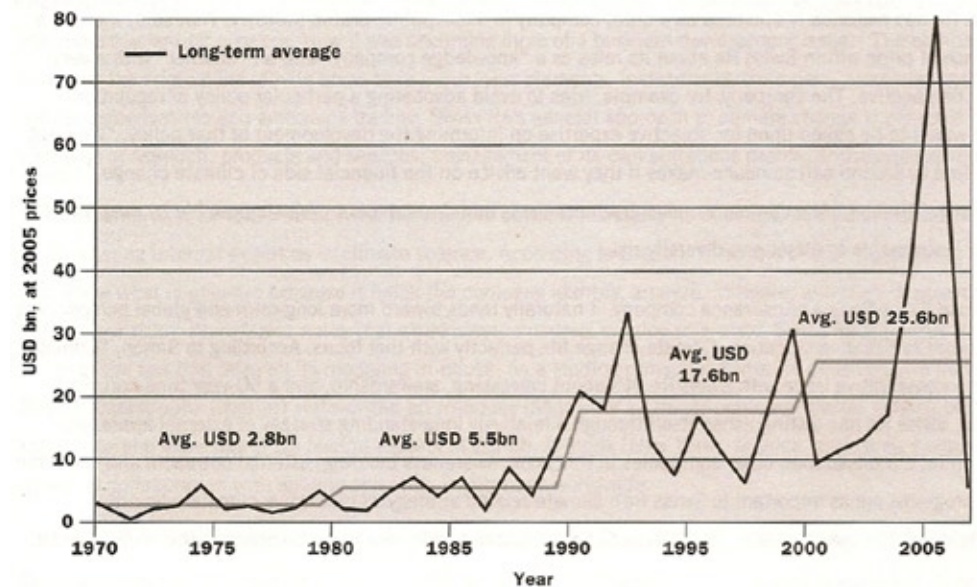
Dans « l'économie réelle », les changements climatiques sont tellement réels qu'aujourd'hui les assurances sur les aléas climatiques se multiplient. Qui sait, on aurait cru, que devant les aléas croissants et toujours plus radicaux de la météo, certaines collections de vêtements en sont venues à s'assurer contre certaines pertes

financières dues à un été trop froid ou un hiver trop chaud? Ces assurances, nommées *weather derivatives*, représentent aujourd'hui un marché de plus de 40 milliards d'euros (plus de 60 milliards de dollars). Au vu du caractère hautement spéculatif de ces fonds et suite à une série impressionnante d'ouragans, les réassureurs (Swiss Re, Munich Re, etc.) – les assureurs des assureurs – ont créé un nouvel outil financier, les *Catastrophe Bonds*, qui assurent les assureurs contre les catastrophes majeures qui pourraient les frapper... De nouveau, devant une question comme celle du climat, la multiplication des intervenants et des protections supposées est préoccupante.

Le capitalisme a ses vertus – même le grand éditorialiste du Monde Diplomatique Claude Julien l'écrivait en son temps. Mais sans contrôles et surveillances, les acteurs du marché peuvent devenir fous et ne pas tenir compte de la réalité financière, énergétique, ou environnementale. Le rôle de publications comme *L'État de la planète* est précisément de tenter d'influencer les décideurs et de parler d'économie environnementale et de services rendus par la nature. La fin de la révolution pétro-néo-conservatrice sera à l'évidence turbulente, mais elle constitue une formidable opportunité de relance sur des bases plus saines d'une économie plus efficace et au ratio de carbone conforme aux limites mesurables et mesurées par la communauté scientifique. Le deuxième projet Paulson de sauvetage de l'économie américaine inclut une extension du crédit d'impôt pour l'énergie solaire de 8 années et un soutien aux renouvelables. Après avoir retiré les panneaux solaires sur le toit de la Maison Blanche il y a 28 ans, l'Amérique se décide à les réinstaller sur l'ensemble des toits du pays, à la faveur d'une extraordinaire crise financière, énergétique et environnementale.

Enfin, un mot sur ce qui apparaît chaque jour d'avantage comme la fin d'une époque. Retour au Canada. Le 1<sup>er</sup> octobre, le « débat des chefs » en vue de l'élection nationale a beaucoup porté sur les engagements internationaux du pays au sujet de la question climatique. Il porta également sur sa position, fortement en retrait, de leader dans le domaine de l'environnement. Stéphane Dion, le principal challenger du Premier ministre Steven Harper, a parlé d'une voix claire en faveur d'une économie verte et efficace. Un tel engagement du chef d'un parti aujourd'hui plutôt situé au centre de l'échiquier politique international, le Parti Libéral du Canada, est certainement une première. Gilles Duceppe du Bloc

Québécois de son côté a reproché au conservateur Harper son incohérence idéologique. Il souligna que la bourse de Montréal, en collaboration avec le *Chicago Climate Exchange*, bouillait d'impatience à l'idée de négocier les émissions de gaz à effet de serre comme cela se fait déjà dans une quinzaine de places boursières dans le monde. Même John McCain, dans sa toute première réponse lors de son premier débat avec Barack Obama, a souligné la nécessité de réformer le secteur énergétique. Avec les mesures en faveur des énergies renouvelables incluses dans le plan Paulson, les Républicains ne sonnent-ils pas là, un peu inconsciemment, la fin de la révolution pétro-néo-conservatrice?



Coûts des pertes liées aux catastrophes naturelles assurées 1970 – 2006 (propriétés et entreprises). Sont inclus: tempêtes, gels, sécheresses et grêle. Swiss Re Catastrophe database.